

CIBLE

Réaction

Quand un gouvernement est éclaboussé par une vilaine affaire, quand il est frappé de plein fouet par un mouvement social, lorsqu'il recule, s'empêtre et ne sait plus où il en est, la presse devient le bouc émissaire tout trouvé.

Justement contesté pour son attitude pendant les événements du début décembre, soupçonné non sans raisons de manœuvres dans l'affaire du « Carrefour du Développement », Charles Pasqua a réagi avec brutalité : dépôts de plaintes en diffamation contre des journalistes, accusations lancées à tous vents contre ceux qui pratiquent la « déstabilisation » et la « désinformation ».

Le ministre de l'Intérieur se trompe d'époque. Nous ne sommes plus au temps de la Cinquième Colonne : loin d'être l'instrument des complots, les *media* grossissent. Certains faits sont privilégiés, mis en spectacle. Ils n'en existent pas moins.

En outre, M. Pasqua est mauvais juge. Quand la presse de droite s'acharnait contre M. Badinter, quand elle incitait aux manifestations de rue, le R.P.R. n'y voyait aucune trace de désinformation et de déstabilisation. Par ses excès, M. Pasqua attire les coups. Qu'il ne vienne pas s'en plaindre.

APRÈS LA CRISE

Les politiciens remis en question



Immigration

L'insertion nécessaire

(page 9)

C.N.C.L.

La voix de son maître

(page 4)

Droit historique

Une monarchie nationale

Le prince espagnol dont il s'agit, Don Alfonso de Bourbon-Dampierre, duc de Cadix, né en 1936, est le fils aîné de l'Infant d'Espagne Don Jaime de Bourbon, duc de Ségovie, lui-même fils du roi Alphonse XIII d'Espagne. Avant son mariage avec Emmanuela de Dampierre, de nationalité italienne, l'Infant Don Jaime, le 21 juin 1933, renonça pour lui et ses descendants à tous droits dynastiques au trône d'Espagne; de plus, son mariage ayant été contracté en dehors du cercle des familles royales entraîna également pour lui et sa postérité l'exclusion dynastique conformément au droit royal espagnol. C'est par suite de cette exclusion que Don Juan de Bourbon, comte de Barcelone, est devenu chef de la Maison royale d'Espagne et après lui son fils, le roi Juan-Carlos Ier.

Don Alfonso de Bourbon-Dampierre est sujet espagnol et membre de la Famille royale d'Espagne bien que non dynaste (...)

Don Alfonso de Bourbon a toujours agi en Espagnol. Officier de réserve de l'aviation espagnole, il exerça diverses fonctions dans l'Etat espagnol: ambassadeur d'Espagne en Suède, président de l'Institut de

Dans certains journaux ou revues, est parfois mentionné comme «héritier» ou «successeur» des rois de France un prince espagnol auquel, en outre, on attribue indûment le titre de «duc d'Anjou». Cette affirmation, en contradiction formelle avec le Droit et l'Histoire, mérite une explication et une mise au point. C'est ce que vient de faire l'Institut Henri V dans un communiqué dont nous publions les extraits essentiels.

Culture Hispanique dépendant du ministère des Affaires étrangères d'Espagne, etc., Président du Comité olympique espagnol, il s'employa activement à faire triompher Barcelone contre Paris dans le choix des futurs Jeux Olympiques. C'est en sa qualité de membre de la famille royale espagnole qu'il signa, comme témoin, l'acte d'acceptation de son cousin comme futur roi d'Espagne. Présenter comme prince français ce prince espagnol descendant des rois d'Espagne, qui depuis près de trois siècles sont séparés de la Maison de France, est sans nul doute une contre-vérité.

LES REGLES DYNASTIQUES

En effet, les règles qui régissent la succession dynastique de la Couronne de France sont très précises. La succession se fait par ordre de primogé-



■ Le Comte de Paris, chef de la branche aînée capétienne française

nitur mâle dans une branche capétienne demeurée toujours française, car aucun prince étranger ne peut être appelé au trône de France: ce qui est le fondement même de la Monarchie capétienne (...)

De plus, Philippe, petit-fils de Louis XIV, qui accéda au trône d'Espagne sous le nom de Philippe V et fonda l'actuelle Maison royale d'Espagne, a

solennellement renoncé sur les évangiles le 5 novembre 1712, pour lui et ses descendants «pour toujours et à tout jamais» à tous droits et titres à la succession à la Couronne de France. Cette renonciation, formelle et non équivoque, fut enregistrée, solennellement, par les Parlements de Province et fut exécutée comme loi d'Etat: elle ne fut jamais modifiée durant la monarchie française. C'est en vertu de ces principes qu'en 1883, à la mort, sans postérité, du comte de Chambord, dernier représentant mâle de la branche aînée capétienne française, ce fut son cousin Philippe, comte de Paris, aîné de la branche cadette capétienne demeurée toujours française, qui devint chef de la Maison de France et après lui ses successeurs dynastiques jusqu'à, de nos jours, Mgr le comte de Paris (...)

Ces explications et cette mise au point permettront aux Français de voir en qui s'incarne le droit dynastique et de mieux comprendre ce qu'exprima le comte de Chambord lorsqu'il écrivit: «Pendant quatorze cents ans, seuls entre tous les peuples, les Français ont toujours eu à leur tête des princes de leur nation et de leur sang».

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Une monarchie nationale - p.3 : L'avenir de Chirac - Le malin Madelin - p.4 : La voix de son maître - Le bavard incapable - p.5 Moubarak : Pourvu que ça dure - p.6-7 : Quand les politiciens ne comprennent plus - p.8 : Un million d'individualistes - p.9 : Une assimilation fraternelle ? - p.10 : L'art de mourir - L'avenyure napolitaine - p.12 : Dévoilements

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Astrologie

L'avenir de Chirac

Après le recul du Premier ministre et de son gouvernement devant les étudiants, l'avenir politique de J. Chirac semble difficile à court et moyen terme.

Dans l'immédiat, celui qui, par opposition à R. Barre, avait choisi d'occuper le terrain après la victoire de l'actuelle majorité, se trouve discrédité sur ses propres thèmes. Le néo-libéralisme d'abord: l'image forgée dans l'opposition sur le thème des libertés se trouve désormais singulièrement déformée; que ce soit dans le domaine universitaire, dans celui des prisons privées ou du code de la nationalité, le pouvoir butte sur des résistances toujours plus grandes. La compétence ensuite, réservée de toute éternité aux sages gestionnaires s'opposant à l'amateurisme des gens de gauche... tout commentaire est aujourd'hui superflu après que le pouvoir, bénéficiant pourtant d'une opposition politique discrète parce qu'elle aussi embarrassée, n'a pas pu, en ces jours de crise, donner à un seul moment l'impression qu'il maîtrisait la situation. Le thème sécuritaire enfin. Malgré l'attentat perpétré contre A. Peyrefitte, comment la majorité pourrait-elle encore l'exploiter avec la multiplication des bavures, des déclarations intempestives et des manœuvres grossières. Après surtout qu'un ministre de l'Intérieur a donné le spectacle surréaliste d'un appel aux militants de son parti pour la défense de la démocratie et de la « République » !

LA COHABITATION EST-ELLE COUPABLE ?

Face à cet échec, la tentation est grande de tout mettre sur le compte d'une cohabitation jugée paralysante.

Désormais, R. Barre n'est plus seul et un homme comme A. Chandon, qui ne redoute pas la contradiction, déclarait récemment, bien qu'il soit ministre: « *La cohabitation est perverse. Vu de l'étranger, le char de l'Etat est devenu un attelage où chacun tire à hue et à dia* ». Il est vrai que J. Chirac ne dispose pas de l'arme du « paratonnerre »: après l'affaire de l'école privée, le Président avait pu, tout à la fois, changer de Premier ministre et de gouvernement, pour repartir sur de nouvelles bases. Mais, une fois n'est pas coutume, V. Giscard d'Estaing a fait preuve de bon sens en déclarant: « *Cela n'a pas été un blocage entre le Président et le gouvernement, mais un blocage entre le gouvernement et les étudiants* ». Par ailleurs, dans le domaine qui est le sien, le Premier ministre est davantage prisonnier des divisions de ses propres « amis » que du chef de l'Etat. A l'affrontement ouvert du RPR et de l'UDF, il convient d'ajouter les clivages entre chiraquiens, léotardiens et autres barristes...

L'HORIZON INDEPASSABLE DE LA « GESTION » ECONOMIQUE

Dans ces conditions, on conçoit que, par une sorte de retour forcé au réalisme, J. Chirac cherche désormais à mettre en avant son action économique, sur laquelle il sait qu'il sera, au bout du compte, jugé. D'autant que le premier épisode des dénationalisations paraît fort encourageant: 1,5 millions de souscripteurs se sont arrachés les actions de St-Gobain. Beau

succès certes, mais un peu facile dans la mesure où il ne s'agit que de la première dans la longue liste des entreprises à privatiser, et l'épargne n'est pas extensible à l'infini... succès fragile dans la mesure où il repose sur la bonne santé de la Bourse, laquelle dépend d'un phénomène aussi fluctuant qu'irrationnel: la confiance. Par ailleurs, le terrain économique recèle des pièges avec des dossiers, comme l'agriculture ou la sidérurgie lorraine agonisante, qui peuvent éclater à tout moment entre les mains du Premier ministre. Le précédent que constitue sa reculade devant les étudiants ne peut d'ailleurs qu'encourager des chômeurs désespérés ou des groupes de pression puissants à la surenchère. La préparation, déjà entamée, du budget de 1988 met en lumière la difficulté que le gouvernement éprouvera à tenir ses promesses et appliquer son programme. La baisse de l'impôt pour les particuliers et les sociétés, l'allègement de la taxe professionnelle, la suppression de la taxe sur les frais généraux, le projet de loi sur l'Épargne (indispensable dans le cadre des privatisations) coûteront quelques 40 milliards de francs. Où, et aux dépens de qui, réaliser les économies indispensables ?

Le terrain économique est donc, lui aussi, miné. Le Premier ministre doit éviter dans l'immédiat les sujets trop brûlants et semble contraint à l'immobilisme. M. Balladur ne déclarait-il pas récemment, à son corps défendant, devant des militants du RPR: « *l'action a toujours pour conséquence le mécontentement - le bon moyen de n'en pas créer, c'est de ne rien faire...* » Mais le pays peut-il attendre ?

Alain SOLARI

Recup

Le malin Madelin

Alain Madelin ne manque pas de souffle. Pour lui, la jeunesse est libérale - léotardienne... Au 19ème siècle, le ministre de l'Industrie aurait fait un excellent hussard, téméraire jusqu'à l'inconscience. A peine le général en chef Chirac a-t-il sonné l'heure de la retraite sur tous les fronts qu'Alain Madelin charge sabre au clair pour récupérer, dans la déroute, tout ce qui peut l'être.

Premièrement, il attaque féroceement la vieille droite en déclarant qu'il redoute un « glissement » de ce côté-là et en précisant, dans « Globe », qu'il « n'aime pas la notion d'ordre moral ». Deuxièmement, il avance, sur un champ conceptuel ravagé, une nouvelle théorie pour démontrer que lui, Madelin, a parfaitement compris ce que veut notre belle jeunesse: « *Entre une vieille droite qui veut le libéralisme économique; mais pas le libéralisme de société; une gauche qui veut bien le libéralisme de société, mais pas le libéralisme économique, et pas toujours le libéralisme politique, j'ai toujours dit qu'il fallait des libéraux complets, ou encore, des libéraux - libertaires.* »

Le tour est joué. Madelin se place au centre, sur la « troisième voie » et croit se rendre sympathique en faisant allusion à l'esprit libertaire. Malheureusement pour lui, Madelin a dix bonnes années de retard sur son temps. Quant à ses collègues du gouvernement, ils ont dû être particulièrement intéressés par les déclarations sur la vieille droite. Notre hussard est aussi un coupe-jarret.

B.L.

C.N.C.L.

La voix de son maître

A la suite de l'émission de Michel Polac consacrée à la contestation étudiante, neuf députés RPR, mécontents de la partialité du présentateur, ont écrit à la Commission nationale pour la communication et les libertés (CNCL), exigeant de sa part l'adoption de « mesures urgentes » afin de « garantir l'objectivité et faire cesser de telles émissions ».

Ce genre de pratique est inquiétant; non pas tant parce que des représentants du peuple demandent la suppression de « Droit de réponse » - cela fait bientôt cinq ans que Toubon s'acharne contre Polac - mais parce qu'elle est un signe de la

1962, membre du cabinet d'Alain Peyrefitte alors ministre de l'Information.

Dans ces conditions comment ne pas craindre l'aboutissement de la requête des députés RPR ? Bien sûr on peut arguer pour la défense de la CNCL que les nouveaux présidents sont des professionnels de l'audiovisuel, mais la coïncidence reste troublante. Depuis la création en juillet 1982 de la Haute autorité de la communication audiovisuelle, les Français s'étaient petit à petit habitués à l'idée de l'indépendance de la radio et de la télévision publiques à l'égard du pouvoir politique. Mais celle-ci n'était pas complète et la Haute autorité demeurait critiquable sur de nombreux points, comme l'a d'ailleurs reconnu Michèle Cotta (1). La Haute autorité a manqué « d'abord d'un pouvoir de gestion sur le budget de l'Audiovisuel (...) Ensuite il me semble que le droit français ne nous a pas donné un profil juridictionnel suffisant. Sanctions inadaptées, incompétence pour saisir la Justice... Cela a considérablement limité notre action ».

On pouvait donc espérer que la CNCL remédierait à ces carences en acquérant une plus grande liberté d'action. On se doute aujourd'hui qu'il n'en sera rien. Ceci est d'autant plus catastrophique que c'est la même CNCL qui sera chargée de désigner l'acheteur de TF1...

Patrice LE ROUE

(1) In « Le Monde » du 10 septembre 1986.

Hypoglosse

Le bavard incapable

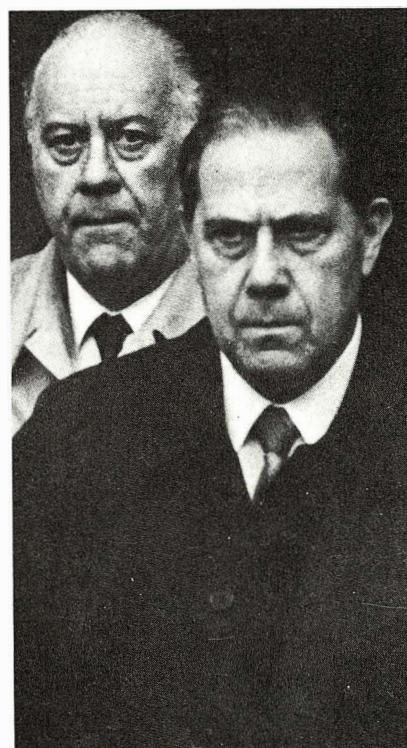
Le terrorisme terrorise. Et le ministre de l'Intérieur dit n'importe quoi.

L'attentat auquel a échappé Alain Peyrefitte a échappé, le 15 décembre, est évidemment inqualifiable: mort atroce d'un employé de la mairie de Provins, volonté manifeste de détruire, à travers l'homme visé, la liberté d'expression. Que l'ancien garde des Sceaux, avec lequel nous sommes rarement d'accord, sache que l'acte commis contre lui nous révolte autant que ses amis politiques.

De ceux-ci, on serait en droit d'attendre une attitude digne, à la mesure du nouveau drame qui frappe le pays. Hélas, M. Borotra, porte-parole du RPR, s'est immédiatement livré devant les caméras de télévision à une exploitation scandaleuse des faits en établissant un lien entre « l'acte sauvage » de Provins et les « critiques qui contribuent artificiellement à désarmer la police ». Et Pasqua a repris le même thème, déclarant que « ceux qui ont pris la responsabilité depuis quelques semaines de créer un climat de haine devraient maintenant un peu prendre conscience de leurs responsabilités ».

En clair, cela signifie que les étudiants et les lycéens sont coupables du sang versé et que toute critique adressée à la police favorise les attentats. Par conséquent, quand la police tue un étudiant et en blesse grièvement trois autres, il faut se taire au nom de l'union nationale...

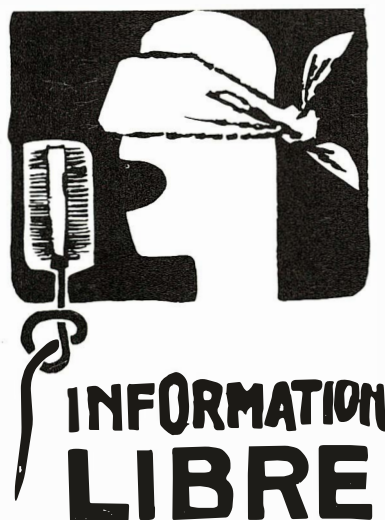
Cette exploitation honteuse d'un fait qui n'a rien à voir avec la contestation étudiante ne convaincra personne. Il est évident que M. Pasqua pratique l'amalgame et exploite la violence terroriste pour masquer sa propre incapacité. Car le ministre de l'Intérieur est un



incapable. Incapable de contrôler sa police lors des manifestations non violentes de décembre. Incapable d'empêcher l'évasion de militants basques incarcérés à Pau. Incapable d'empêcher les attentats meurtriers, malgré toutes ses rodomontades, que ceux-ci soient commis par des étrangers ou par la poignée d'hommes et de femmes qui agit sous le sigle d'Action directe.

M. Pasqua aurait dû démissionner au lendemain de la mort de Malik Ousseine. M. Pasqua aurait dû démissionner le jour même de l'attentat contre Alain Peyrefitte. En s'accrochant au pouvoir, en continuant de médire et de ne rien faire, il discrédite chaque jour un peu plus le gouvernement qui l'est déjà trop.

Annette DELRANCK

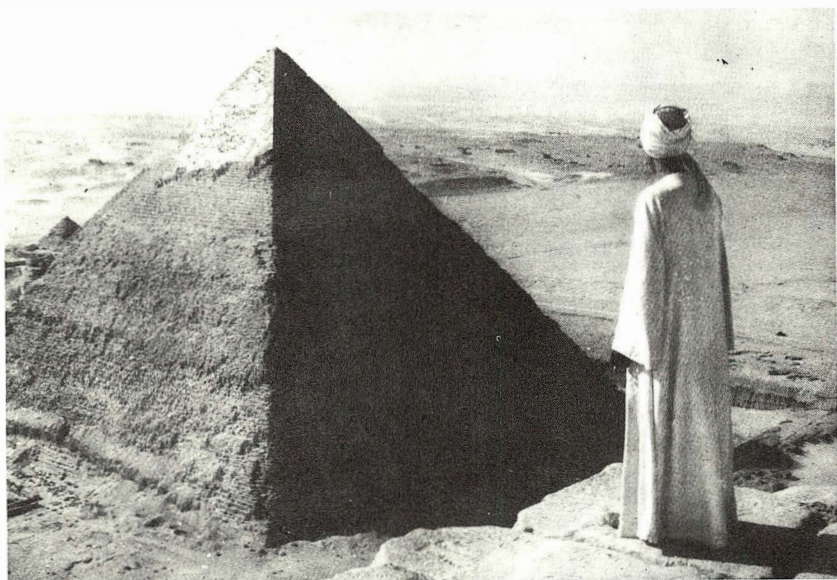


résurgence de toute une conception des rapports entre le Pouvoir et l'Information. Par exemple la véritable raison d'être de la CNCL ne vient-elle pas d'apparaître au grand jour avec la nomination des PDG du service public de l'audiovisuel ? Trois proches de Jacques Chirac viennent en effet d'être désignés à des postes clefs: Claude Contamine, à Antenne 2, René Han à FR3 - les deux hommes faisaient partie du groupe de réflexion sur l'audiovisuel du RPR - et Jean-Claude Michaud à Radio-France Outre-Mer, qui fut avec M. Contamine, en

Moubarak

« Pourvu que ça dure »

Personne ne donnait bien cher d'Hosni Moubarak au lendemain de l'assassinat du président Sadate. Cinq ans ont passé. Il n'a pas renoncé à la paix avec Israël, il n'a pas rétabli la Charria, et pourtant le mouvement islamiste égyptien est sur le reflux selon les meilleurs observateurs.



On peut avancer trois raisons à ce succès. La première tient à la personnalité du président, marquée du sceau de la modestie. Après Nasser puis Sadate, c'est une grande nouveauté. Il n'y a même plus d'idéologie officielle. Par là il échappe à une contestation de front. L'opposition a perdu son point de focalisation. Elle est diluée. La seconde est l'habileté manœuvrière avec laquelle il a pu ôter au mouvement des Frères musulmans la légitimité du martyr et même la prétention au magistère grâce à un usage modéré de la répression, un retour à un certain pluralisme politique, un dialogue avec les associations et confréries musulmanes établies. La troisième enfin découle de la dimension même des problèmes qui se posent au pays. Si le président est insaisissable par en bas, l'Egypte est insaisissable par en haut. On se demande

comment cela fonctionne ou plutôt, car cela ne fonctionne pas, comment ça tient.

Les comparaisons - « Calcutta sur le Nil » - rendent à peine compte de la situation. Qui la connaît d'ailleurs ? Le Caire bâti s'effondre dans ses égoûts et la nappe phréatique; il gagne non sur le désert mais sur les terres cultivables, comme on le voit du côté du faubourg de Gizeh, autrement célèbre par ses pyramides. Chacun comprend d'instinct qu'aucun système n'est applicable, et moins que tout celui des Frères, par trop utopique.

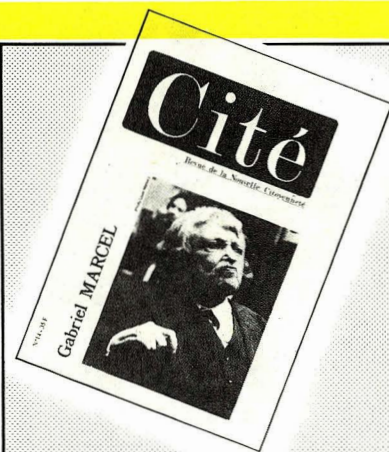
Nasser avait un système « industrialiste », copié sur l'histoire occidentale (mal systématisée par l'économiste américain Rostow). Les Frères se sont nourris de sa faillite. Sadate avait un autre système, l'Infitah, l'ouverture économique avec l'aide américaine, maladroitement associé à la politique de Camp David. Les

promesses non tenues au plan économique ont entraîné une mise en cause de l'accord avec Israël, ferment d'une nouvelle flambée islamiste.

Avec Moubarak, plus de système. Pas plus de « plan Marshall » israélo-arabe-américain que de néo-nationalisme tiers-mondiste. Même le retour de l'Egypte dans le camp arabo-islamique ne constitue plus un véritable enjeu et ne suscite donc plus de réelles controverses après la retombée des prix du pétrole. Il n'y a plus de manne à attendre de ce côté. Au contraire les milliers de travailleurs égyptiens expatriés partout dans le Moyen-Orient sont renvoyés. Les chiffres sont accablants. « Les experts égyptiens, patriotes et lucides dans leur grande majorité, sont aujourd'hui, dit-on, plus désespérés que l'homme de la rue ». Celui-ci continue de se débrouiller, de survivre avec ce sens millénaire qui le fait par exemple préférer l'habitat de la cité des morts aux trottoirs en béton. La mise en œuvre des mesures préconisées par le Fonds Monétaire International est tout simplement impensable.

Pour la diplomatie française, il s'agit d'abord d'empêcher les Etats-Unis de commettre une nouvelle bétise qui, sur le Nil, serait infiniment plus suicidaire qu'au-delà de l'Euphrate. On a déjà risqué gros lorsque les Américains, détournant l'avion égyptien qui transportait les auteurs du détournement de l'Achille-Lauro au début de cette année, ont menacé la crédibilité du président Moubarak. Or « l'Ordre » économique et financier international n'est, outre-Atlantique, pas conçu différemment de l'Ordre dit anti-terroriste, et l'on ne doit pas s'attendre à plus de finesse dans l'un que dans l'autre.

Yves LA MARCK



actes du colloque GABRIEL MARCEL

- Editorial, par Joël Bouëssée

- Réflexions sur la civilisation, un entretien entre Miklo Veto et Gabriel Marcel

- Sur la voie de Gabriel Marcel aujourd'hui, par Pietro Prini

- L'univers concret selon Gabriel Marcel, par Jeanne Parain-Vial

- Vocabulaire philosophique, par Simone Plourde

- Le mal chez Gabriel Marcel, par René Davignon

- Gabriel Marcel et Nietzsche, témoins de la modernité, par Yves Leduc

- Gabriel Marcel et Gaston Fessard, par Pierre Colin

- Une sagesse qui rend leur mémoire aux hommes, par Jean-Marie Lustiger

- Bibliographie et Biographie

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

NOM et adresse :

☐ s'abonne à «Cité» à compter du n°14 (un an, 4 numéros 125 F)

☐ commande «Cité» n°14 (35 F)

Règlement à l'ordre de
«Royaliste», 17 rue des
Petits-Champs, 75001 Paris-
CCP 18 104 06 N Paris

Quand les politiques ne comprennent

Décembre 1986 ne saurait être un nouveau Mai 68. Les anagrammes, si plaisantes soient-elles pour des politologues en mal de «une», ne peuvent tenir lieu d'analyse politique. Car ce qui est certain, c'est qu'en dehors de toute présupposition métaphysique sur la répétition et la non-répétition de l'histoire, ni la situation politique, ni la situation politicienne, ni la situation économique, ni la situation universitaire, ni enfin et surtout la situation idéologique - pour employer un mot facile - ne sont les mêmes qu'en 68.

La spontanéité et l'apolitisme du mouvement étudiant qui a commencé fin novembre ont éclaté aux yeux de tous les observateurs. Avec certainement plus de lucidité que de sincérité les partis de gauche ont refusé de patronner un mouvement qu'ils n'avaient pas déclenché et qu'il leur était impossible de ramener à leurs querelles partisans. C'eût été une tentative de dénaturation, les étudiants étaient clairs là-dessus, vouée d'avance à l'échec. Mais ce qui fait l'essentielle différence avec Mai 68, c'est l'absence de tout discours idéologique de la part des étudiants. C'est au nom de leur avenir et de l'esprit de justice que lycéens et étudiants ont manifesté, dans la détermination et dans le calme, leur opposition au projet Devaquet. Personne n'a déterré une «langue de bois» incompréhensible à une génération qui n'a connu les années autour de 68 qu'à l'âge du biberon. La mort du marxisme et du gauchisme est un fait irrécusable, mis en valeur par la solitude paranoïaque d'un mouvement comme Action Directe; et ce fait révèle une nouvelle fois, s'il en était encore besoin, la bêtise des propos de M. Pasqua au Congrès extraordinaire du

R.P.R. le 7 décembre, qui dénonçait anarchistes et gauchistes comme fauteurs de troubles, alors que ces derniers n'ont plus les moyens ni l'envie d'organiser la «chienlit» (1). Bêtise qui n'est pas méconnaissance de l'identité réelle des trublions du Quartier Latin, mais incapacité à comprendre la nature du mouvement étudiant, ou plus exactement à l'assumer.

Le gauchisme militant, pur et dur, a connu son point d'orgue à la mort de Pierre Overney en 1972. Déjà les manifestations contre l'extradition de Klaus Croissant en 1978 témoignaient d'un autre esprit. La crise est passée par là, depuis, balayant les velléités révolutionnaires avec les propos idéologiques, et un mouvement étudiant qui naît sur fond de chômage, d'inquiétude professionnelle et sans référence à quelque maître-penseur que ce soit, ne saurait être le même que celui qui est né en période de relative expansion, dans une université dont les traditions revendicatives ne s'étaient pas démenties depuis une génération, mouvement qui révélait par delà une expression idéologique déjà inadéquate, la «nécessité historique» de reconstruire notre société sur des bases nouvelles, comme l'écrivait alors le comte de Paris au général de Gaulle.

Cette «nécessité historique» est toujours la même. Mais la mobilisation étudiante et lycéenne, cette dernière surtout sans plus aucune tradition revendicative, et qui seulement en désespoir de cause en a appelé à la solidarité syndicale, cette mobilisation endeuillée par la mort de Malik Oussekine, si elle a été une fête ne l'était pas dans cette dimension de «soulèvement de la vie» dont avait parlé Maurice Clavel. Un appel à la solidarité syndicale ne pouvait avoir pour projet



d'étendre le mouvement à une remise en cause de nos institutions et de la structure même de notre société. Et si ce rêve a pu être caressé par certains trotskystes de la Coordination Nationale des Etudiants (2), c'est que la leçon de Mai 68, où les syndicats n'ont finalement été là que pour remettre de l'ordre de façon plus efficace que les C.R.S., n'a toujours pas été comprise par ces révolutionnaires «professionnels». Plus raisonnable - il n'appartient pas ici de le regretter - plus précise dans ses exigences - et en cela aussi peut-être moins récupérable -, la mobilisation étudiante et lycéenne n'a demandé qu'une chose: le retrait d'un projet de loi. Celui-ci a été jugé dangereux, moins d'ailleurs par ce qu'il énonçait précisément que par son flou artistique qui prêtait à diverses interprétations. Dans la prise de conscience des étudiants les cris et les agissements d'un petit groupe de pression ultra-libéral au Parlement et dans les médias avec des menaces, elles, bien précises, ont été déterminants.

Cette inquiétude devant l'avenir, mêlée d'un souci de justice, propre sans doute à cette génération, a certes la couleur d'un véritable souci

Que d'analyses anciennes plaquées sur des événements nouveaux nous a-t-on offert ces derniers jours ! Cette incapacité à comprendre n'explique-t-elle pas, à elle-seule, les malheureux dérapages d'un mouvement commencé dans le calme et la joie ?

nt plus

politique. C'est ce que ne peut comprendre, pour l'intendance, un Pasqua, mais l'intendance a de l'importance puisqu'il y a un mort. Mais Jacques Chirac, toujours aussi décevant, a-t-il mieux compris, qui aurait pu avoir au moins un autre mot que « convenable » pour supprimer le bal de la fête du RPR, et au moins, car il lui appartenait de le faire en défection de M. Pasqua, aurait dû assurer la famille Oussekiné et les étudiants, et la France, que toute la lumière serait faite sur la mort - le meurtre ? - de l'étudiant ?

AMALGAME MEPRISANT

L'amalgame est visiblement ce que souhaitait le gouvernement, non pas celui entre les étudiants et les casseurs, ce qui était médiatiquement impossible, mais entre les étudiants et la gauche (3). Et ceci afin de laisser se pervertir, ou de pervertir, le développement et par là-même l'origine du mouvement étudiant, les casseurs pouvant toujours servir

à l'orchestration d'un second amalgame. Mais l'important était de transformer une revendication politique - celle des étudiants - en donnée politique, tout en agitant en arrière-plan le spectre d'une agitation révolutionnaire toujours possible, Pasqua appelant, sans crainte du ridicule, les jeunes militants du RPR à se préparer à prendre le maquis pour défendre la démocratie. Nous n'opposons même pas à

M. Pasqua les présomptions, quasiment démontrées par les médias et les syndicalistes de la police, de la participation de militants du GUD, mouvement d'extrême-droite de tout temps infiltré par la police, dans les heurts du Quartier latin. Il y a eu provocation. Qu'on se rappelle les manifestations des sidérurgistes sous Giscard... la police n'est pas incapable d'être à l'origine de telle provocation. Au minimum peut-on dire

pidement qu'il ne pouvait plus réparer ses gaffes que par une fuite en avant. Aujourd'hui peut-être, à la lumière de ces événements, le gouvernement va-t-il reconsidérer les choses ? Il est déjà bien tard.

La générosité c'est ce dont manquent cruellement, quoi qu'en ait dit M. Toubon lors de la « fête » du RPR dans un discours étrangement creux, MM. Chirac et Pasqua. Cette absence de générosité explique à elle seule la surdité de M. Chirac à l'angoisse des étudiants. Surdité décelable, lors de son entretien sur TF1 le 30 novembre, dans cette façon, malgré quelques précautions oratoires, de prendre lycéens et étudiants pour des mineurs sans jugement. La maladresse méprisante de M. Monory affectant de croire que les étudiants ne comprenaient pas le projet Devaquet (réponse: « on nous prend pour des idiots »), ou annonçant « 150.000 à 200.000 manifestants » le jour où les étudiants affirmaient être 1 million dans les rues de Paris, en est un autre signe. Quant à la bêtise criminelle de M. Pasqua, qui fait comme si il se trouvait dans une situation révolutionnaire et comme si la démocratie était en danger, elle expliquerait à elle seule comment la droite a réussi, en moins de huit mois, à se couper d'une jeunesse qui semblait pourtant prête, sur bien des points à accepter ses valeurs. Une telle déchirure entre le gouvernement et la jeunesse ne se réparera pas en un jour. Pourra-t-elle se réparer sans changer les gouvernants ?

DECLARATION DU COMTE DE PARIS

Il est scandaleux que le gouvernement instaure « l'état de guerre » contre la jeunesse de la France. Je m'indigne que celle-ci soit, encore une fois, sacrifiée par un pouvoir enfermé dans son orgueilleuse infaillibilité.

Je suis stupéfait de l'aveuglement du gouvernement, face au mouvement d'une jeunesse qui, toutes origines confondues, a réalisé autour d'elle la solidarité des générations.

Il est impensable que le Parlement et le gouvernement prennent des décisions dans le domaine essentiel de l'Education nationale sans recueillir au préalable les avis et les souhaits de la jeunesse, les propositions et suggestions du corps enseignant, et sans bénéficier des avis et de l'accord des parents. Tous ensemble doivent coopérer afin de créer dans notre pays un enseignement digne de ce nom, fondé sur les valeurs d'égalité et de liberté.

Nous sommes dans l'impasse, face à une situation dramatique que certaines entraves administratives risquent d'aggraver.

J'en appelle à M. François Mitterrand, président de la République, qui tente courageusement de jouer son rôle d'arbitre. Il doit tout entreprendre pour ramener la paix dans les esprits et permettre que les étudiants et les lycéens reprennent leurs études en toute confiance et sécurité, avec l'assurance qu'ils participeront à l'élaboration des réformes nécessaires.

Je me permets de m'incliner devant le jeune Malik Oussekiné, qui a payé de sa vie son élan juvénile à vouloir seulement se faire entendre. J'assure ses parents et aussi tous ceux qui sont dans l'angoisse de la santé de leurs enfants de ma profonde émotion en leur adressant de tout cœur l'expression de ma chaleureuse compréhension.

Je sais que les lycéens et étudiants résistent de toutes leurs forces à l'esprit de vengeance et aux provocations. Une nouvelle fois, la jeunesse de notre pays est exemplaire.

Henri, comte de Paris
Chantilly, dimanche 7 décembre 1986

Axel TISSERAND

(1) Il suffisait d'entendre le ton angoissé des émissions de « Radio-Libertaire » à l'idée d'une quelconque provocation, ou de voir, sur le terrain, les membres du service d'ordre de la Ligue communiste offrir leurs services à un Commissaire de Police pour neutraliser des « casseurs ».

(2) Malgré le rêve de ces gauchistes de la Coordination étudiante (dénoncés par Marcel Gauchet dans le « Quotidien de Paris »), pour lesquels une négociation avec Krasucki et les communistes produit « une sensation proche de l'orgasme ».

(3) Cf. les déclarations de M. Toubon confondant trotskystes et Parti communiste, parce que probablement son ignorance-crasse de la vie politique française l'avait empêché de comprendre les notes prémâchées qu'on avait dû lui faire, et aussi parce que ça l'arrangeait d'accuser Marchais d'être à l'origine des troubles étudiants. Le slogan de la presse Hersant, pour marteler la thèse du complot, a été: « la gauche veut reprendre par la rue ce qu'elle a perdu par le suffrage démocratique ».

qu'elle n'a pas su prendre les mesures utiles. Au journal télévisé de TF1-midi Yves Mourousi a su poser la question à Ch. Pasqua, qui a esquivé maladroitement...

Il y a eu provocation. Les étudiants ont tout fait pour ne pas y répondre et ont continué de le faire après la mort de Malik, témoignant par là d'une générosité au sens vrai du terme. Il y a eu gâchis, un gâchis voulu non tant par Devaquet qui a eu l'honneur et l'intelligence de démissionner, que par un gouvernement qui a mal compris la cohabitation, l'a refusé au fond de lui, confondant concertation et faiblesse, partenaires et opposants, et a voulu aller de l'avant si ra-



Étudiants 86

Un million d'individualistes

Une révolte est une réaction, généralement spontanée, qui naît du sentiment, justifié ou pas, que telle situation est intolérable. Ce mouvement est de refus, non de proposition. A la différence de la révolution, qui porte en elle un projet de transformation de la société, la révolte refuse les réformes proposées, et préfère le *statu quo*. Telle est bien la nature de la contestation du projet Devaquet. Massive, brève, ludique puis dramatique, elle vise un seul objectif, se donne des structures minimum de coordination et proclame leur dissolution dès que le gouvernement a capitulé sur le sujet en question.

Aussi faut-il se garder à la fois de prêter au mouvement de 1986 plus de sens qu'il n'en a, et de lui dénier toute signification. Une telle révolte bouleverse nombre de données, dévoile des faiblesses d'analyse (celle de la classe politique toutes tendances confondues) révèle des carences (dans la capacité de compréhension et de dialogue du gouvernement) mais ne résoud pas la question posée et n'annonce probablement pas de temps nouveaux.

A peine née de la politique, dans le refus des organisations traditionnelles, la jeune génération a été flattée et glorifiée, ou bien dénoncée avec une haine inouïe. On voudrait tant, de part et d'autre, que la jeunesse corresponde à l'idée qu'on s'en fait, et joue son rôle salvateur. Louis Pauwels croyait, parce qu'il ne sait pas lire les sondages publiés dans son propre journal, que la jeunesse de France avait retrouvé les valeurs traditionnelles de la famille, de la patrie et du travail. D'où son aveugle colère lorsque le directeur du «Figaro-magazine» s'aperçoit que la jeune génération adhère

Le mouvement des étudiants et lycéens n'est ni une révolution ni une émeute, mais une révolte classique dans son déroulement et remarquablement moderne dans ses aspirations.



aux valeurs égalitaires que son journal dénonce depuis des années. Mais les intellectuels et les journalistes du bord opposé risquent également d'être démentis lorsqu'ils cherchent à intégrer les étudiants et lycéens dans leur propre théorie ou lorsqu'ils prêtent au mouvement de 1986 des qualités qui ne se sont pas encore pleinement révélées.

Ainsi le sociologue Pierre Bourdieu prend ses désirs pour des réalités lorsqu'il déclare que la jeune génération rejette l'individualisme forcené et le

modèle de compétition représenté par Bernard Tapie. Ainsi l'équipe de «Libération» va trop vite lorsqu'elle voit dans la révolte l'éclosion d'une «génération morale» et dans la manifestation du 10 décembre une «marche civique». Mais il y a bien des valeurs morales et des éléments de civisme dans ce mouvement qui est, en même temps, une manifestation d'individualisme. C'est en cela, dans ces aspirations paradoxales, que la classique révolte de 1986 est pleinement moderne et démocratique. Qu'est-ce que la démocratie ? Au sens de

Tocqueville, la marche irrésistible vers l'égalité. Qu'est-ce que la modernité ? L'affirmation de la primauté de l'un sur le tout, de l'individu sur la société. On sait que cette double exigence est difficilement compatible: l'idéal égalitaire n'efface pas des inégalités de fait que la liberté individuelle favorise; et cet idéal est paradoxalement vécu dans la quête de la différence. Le mouvement de 1986 traduit ces aspirations et ces tensions:

- égalitaire, il prend au mot le thème, développé depuis la guerre, de la démocratisation de l'enseignement. Il revendique l'accès pour tous au savoir et récuse le principe de la sélection et cette compétition à outrance que chaque jeune connaît et subit tout au long de sa scolarité,
- individualiste, il refuse tout embrigadement politique et syndical au nom de l'autonomie du mouvement qui est, plus généralement, celle du groupe adolescent. De fait, les manifestations ont rassemblé un million d'individualistes: chaque un s'y montrait soucieux de son avenir scolaire et universitaire, de ses diplômes et de son emploi futur.

En même temps, il y a eu recherche et découverte d'une solidarité minimum, d'abord à l'intérieur d'une classe d'âge, mais aussi entre les générations. Parce que l'individualisme est difficile à vivre, il y a volonté temporaire de recréer des liens, de retrouver des communautés protectrices.

D'où l'ambivalence du mouvement, et la possibilité d'interprétations et de jugements contradictoires. Mais cette ambiguïté ne saurait être reprochée à la nouvelle génération: elle est le propre du monde moderne dans son ensemble.

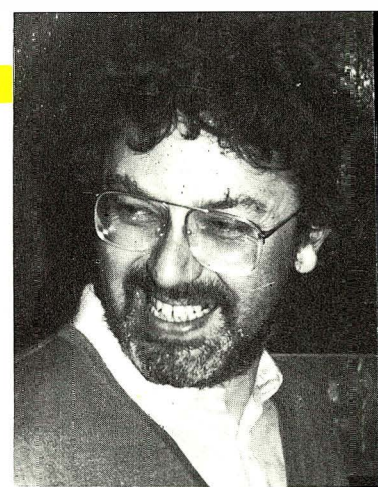
Elisabeth KLEIN

EN SOUSCRIPTION

«Pour connaître Jacques Bainville»

Un livre à paraître au Printemps 87

Prix de souscription 60 F



Une assimilation fraternelle ?

La fondation Saint-Simon présidée par François Furet et Roger Fauroux, vient de publier une étude sur « la question immigrée en France » qui mérite de retenir l'attention de tous ceux que n'aveuglent ni la haine, ni l'idéologie et pour qui la justice ne vaut pas grand chose sans lucidité et discernement. Jacques Voisard et Christiane Ducastelle n'ont pas voulu anticiper sur des conclusions, avant d'avoir rassemblé toute la documentation possible sur le sujet. Ainsi, est-il possible grâce à leurs travaux de se repérer dans le maquis des chiffres et de comprendre les évolutions actuelles. Depuis 1975, le rythme de l'immigration s'est ralenti, mais la donnée la plus importante du phénomène tient dans l'accroissement des naissances d'origine étrangère sur notre territoire.

Un peu plus de 70.000 enfants naissent chaque année de deux parents étrangers, ce qui représente 11% des naissances enregistrées. Si l'on ne tient compte que d'un seul parent étranger, le chiffre monte à 90.000 (15% du total), alors que les étrangers représentent seulement 7% de la population. Cette seule donnée montre à quel point l'immigration ayant désormais un caractère familial, avec une montée des jeunes et des femmes, a une tendance irrésistible à l'enracinement. Les idéologues du Front National ne peuvent rien contre ce fait, sauf à proposer une politique d'exclusion violente, avec des procédés qui ne pourraient être que totalitaires. Qu'on le veuille ou non, les enfants et les jeunes nés sur notre sol sont désormais marqués irrémédiablement par leur appartenance française, même s'ils se sentent établis entre deux cultures. Un jeune Algérien né en France ne sera plus désormais un jeune Algérien comme les autres, et s'il retourne en Algérie, ses compatriotes se chargeront de le lui faire sentir.

L'INSERTION NECESSAIRE

Sans doute, y aurait-il lieu de résorber les conflits possibles, en illustrant une francité à laquelle participent les peuples les plus divers. Mais il faut bien reconnaître que la difficulté existe. Jacques Voisard et Christiane Ducastelle la prennent très au sérieux car, pour eux, il faut absolument lutter contre la marginalisation de ceux qui se sentent assis entre deux chaises.

Si l'on conclut d'un examen sérieux que ni la politique du rejet, ni celle du retour volontaire ne peuvent mettre fin à l'immigration, il faudra consacrer tous ses efforts à l'insertion des quatre millions d'étrangers habitant en France (et dont la plupart resteront) ainsi que celle du million et demi de Français « récents » d'origine maghrébine et africaine.

Ira-t-on vers une société pluriculturelle ? Là-dessus, le rapport est très net. L'histoire montre que la France à l'égard des étrangers a toujours agi par assimilation plutôt que par cohabitation des cultures. L'exemple des Tziganes démontrerait que la cohabitation condamne à l'exclusion. Pourtant, il faut convenir que l'obstacle culturel rend l'assimilation problématique. L'Islam n'a pas participé à l'évolution moderne de l'Occident, et l'on ne voit pas dans l'immédiat de concordat possible avec une religion qui distingue mal la séparation des domaines et dont l'organisation très disséminée ne permet pas des relations bien régulées avec l'administration. Il n'y a pas lieu, pourtant de se résigner. Les suggestions du rapport méritent sur ce point d'être retenues.

Le droit coranique ne saurait être opposé à la loi française. Il n'est pas concevable non plus que des Etats étrangers s'ingèrent dans nos affaires par le biais de la tutelle d'institutions religieuses. Le statut de la grande mosquée de Paris, dont le recteur est nommé par le gouvernement algérien, devrait être revu, ainsi

que celui de la future mosquée de Lyon parrainée et financée par l'Arabie saoudite. De même, les musulmans français devraient s'interroger dans un cadre qui leur soit propre, sur l'affrontement de l'Islam à une civilisation sécularisée. La création suggérée d'une faculté de théologie musulmane paraît à ce propos fort souhaitable. La France qui fut, dans un passé qui n'est pas si lointain, une grande nation musulmane devrait s'en ressouvenir. L'Administration, l'Armée et l'Eglise avaient concouru à cette approche d'un autre monde, que la France devrait prendre en charge. Pourquoi ne renouerait-on pas avec cette tradition ?

Parmi les trois préalables logistiques d'une assimilation, (l'école, la formation professionnelle et le logement) c'est le premier qui s'inscrit dans l'ordre d'importance. Jacques Voisard et Christiane Ducastelle insistent sur l'apprentissage du français. Ils sont résolument contre l'étude des langues d'origine dans le primaire qui est, à leur avis, facteur de dispersion, alors que tout l'effort doit être porté sur l'acquisition complète de la langue intégratrice. En revanche, l'enseignement secondaire pourrait faire une place privilégiée à l'arabe et aux autres langues d'origine. On sait, sur ce point, que nos deux chercheurs sont en désaccord avec la pratique actuelle et avec l'opinion fort digne de considération de Pierre Chaunu.

UNE GREFFE A REUSSIR

Pour ce dernier, le déracinement des jeunes par rapport à leur environnement social d'origine aurait des conséquences dramatiques - notamment sur l'intégration et le métissage des cultures. Dans son dernier livre écrit avec le concours d'Eric Roussel, il note l'importance des poésies, des légendes, des contes et de la langue pour un « couplage neuronique étendu » : *« Cet environnement n'avait pas manqué à ce métis réussi que fut l'Inca Garsilabo de la Vega, fils d'un hidalgo et d'une princesse inca. Il avait appris dans son enfance le quechua, il avait mémorisé dans sa jeunesse toute la science des Incas, la saga de son peuple, tout ce qu'il consignera dans les Comentarios Reales. Les neuf dixièmes de ce que nous récitons sur le Pérou viennent de ces gros volumes sur les rayons de nos bibliothèques. Pour la prose, aimait-il à dire, j'adopte le castillan, mais pour la poésie, je choisis la langue de Platon, parce que c'est la plus belle. Et il a composé ses poèmes en grec ancien »* (1).

Un exemple à faire rêver ! Pourquoi, n'en prolongerait-on pas la leçon aux tâches de notre temps, en montrant ce qu'elles ont d'exaltant et d'enrichissant au lieu d'insister à l'excès sur les difficultés et les incompatibilités. Certes il s'agit d'une entreprise capétienne, forcément de longue haleine et qui requiert beaucoup de ressources et de générosité. Elle est de toute façon imprescriptible, elle s'impose sans que nous puissions la récuser.

Je ne saute pas à pieds joints sur l'opposition des deux points de vue. Elle me paraît plus stimulante que paralysante. Il est vrai que la meilleure arme des jeunes immigrés pour faire leur place dans notre société tient dans leur parfaite maîtrise de la langue française. Il est vrai aussi que le total déracinement est préjudiciable à une personnalité équilibrée et à une greffe culturelle. Or il faut que la greffe prenne, pour donner les fruits qu'admira le siècle prochain.

Gérard LECLERC

« La question immigrée en France en 1986 », par Jacques Voisard et Christiane Ducastelle. Fondation Saint-Simon, 91 bis, rue du Cherche-Midi 75006 Paris.

(1) Pierre Chaunu - Eric Roussel, « Une autre voie », Stock.

Sagesse

L'art de mourir

Aujourd'hui la mort est occultée, elle est considérée comme un échec honteux et répugnant. Il n'en a pas toujours été ainsi.

« **L**adite bête tenait entre ses pattes grandes et terribles un chevron de feu ardent au moyen duquel elle frappait et flagellait lesdites âmes et, à chaque tour que lesdites roues faisaient, elle frappait de son exécrable et détestable pic ardent... ». Ces quelques lignes vous mettent dans l'ambiance. Pourtant vous n'êtes pas en train de lire un quelconque roman fantastique à bon marché, ou mieux, une nouvelle traduction du chef d'œuvre de Dante. Non, ces lignes sont extraites d'un « Ars moriendi » de la fin du XV^e siècle.

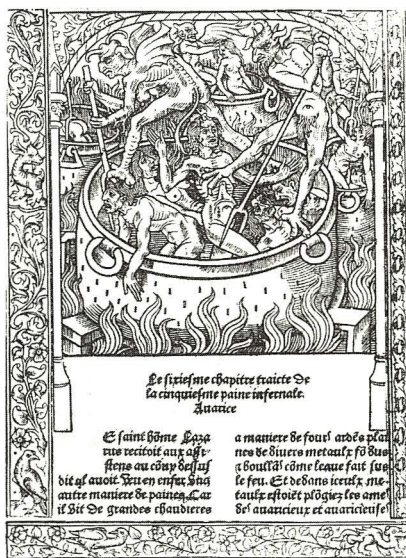
UN TEMOIGNAGE EMOUVANT

Qu'est-ce qu'un « Ars moriendi » ? L'« Ars moriendi » ou « l'art de bien mourir » est un équivalent occidental du « Livre des morts tibétains ». Il sert à rappeler au chrétien que la mort n'est qu'un passage, mais un passage terrible. L'heure du jugement a sonné, et l'on est jugé à l'aune de ses actes. Aux uns les joies du paradis, aux autres les tourments de l'enfer. Des tourments que l'auteur s'emploie à décrire avec une précision « diabolique », et qu'illustrent des gravures cauchemardesques.

Pierre Girard-Augry a exhumé un de ces textes anciens. Les éditions Dervy-Livres en ont assuré la publication. Le travail est remarquable et le résultat est un beau livre que l'on veut avoir dans sa bibliothèque. Certes, la volonté d'édification donne souvent un tour désuet au texte, et prête à

sourire. Mais il faut dépasser ce stade, et voir dans ce livre un formidable document.

De nombreuses études sociologiques et historiques se sont intéressées à l'attitude de l'homme devant la mort. Il fut un temps où l'on ne mourait pas seul dans la chambre aseptisée d'un hôpital anonyme. On savait que l'on devait mourir et



l'on s'y préparait. Dans cette épreuve ultime, on recevait l'aide de tous et tous vous aidait à vous alléger du poids du passé. L'« Ars moriendi », avec toutes ses naïvetés de l'imagerie populaire, est un témoignage émouvant de ce temps d'avant. Pour les hommes d'aujourd'hui, peut-il être plus qu'un document historique, peut-il encore nous parler ? A chacun sa réponse...

Patrick PIERRAN

« Ars moriendi », présentation et adaptation de P. Girard-Augry, Dervy-Livres: 130 F franco.

Mirage

L'aventure napolitaine

Mieux que tous les romans historiques, la belle et sanglante aventure de Charles VIII et de son armée...

Pour qu'un livre d'histoire se lise « comme un roman », il faut que son auteur se libère de son érudition sans l'oublier, qu'il aime l'époque étudiée au point d'y être plongé comme dans la sienne, et qu'un style précis et allègre serve la vérité du récit. Ivan Cloulas réunit ces trois conditions. Conservateur en chef aux Archives nationales, amoureux de la Renaissance à laquelle il a consacré des études déjà classiques, l'auteur de Charles VIII et le mirage italien a été manifestement séduit par la figure de ce jeune roi de France - bien qu'il fût, nous dit-il petit et laid.

Point trop connue, sa chevauchée à travers l'Italie méritait d'être racontée. Des aventures de la France dans la Péninsule, on retient habituellement Marignan et Arcole. En fait, c'est pendant un demi-siècle, de Charles VIII à Henri II, que la France tentera de prendre pied en Italie, et Napoléon ne fera que reprendre ce rêve. Rêve en effet, ou plus exactement mirage. Charles VIII et ses successeurs sont fascinés par l'Italie (ils ne sont pas les seuls en Europe) et

voudraient que la France s'y installe. Mais qu'on n' imagine pas une ruée barbare. Comme toujours dans l'Europe médiévale, renaissance et classique, la guerre se fait selon un droit revendiqué, en matière successorale notamment.

Tel est le cas pour le royaume de Naples, que Charles VIII revendique à bon droit, mais aussi à l'appel des grandes puissances italiennes et des Napolitains eux-mêmes qui veulent en finir avec Ferrante d'Aragon. D'où l'audacieuse équipée du roi de France (qui a en outre formé le projet d'une nouvelle croisade), la conquête du royaume et le difficile retour vers la France. Si l'aventure se termine par un échec, puisque le royaume échappe finalement, elle apparaît, par ses conséquences, d'une extraordinaire richesse. De Naples bientôt perdue, Charles VIII ramène sculpteurs, architectes, jardiniers... C'est le début de la Renaissance. Bienheureux mirage !

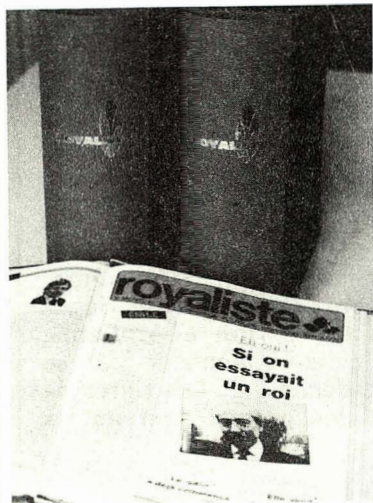
Y. LANDEVENNEC

Ivan Cloulas, « Charles VIII et le mirage italien », éd. Albin Michel. Prix franco: 107 F.

■ L'entrée de Charles VIII à Florence



«ROYALISTE»
C'EST
CAPITAL !



CONSERVEZ-LE ...

dans nos superbes reliures à tringles, en pleine toile bleue -inscription or : «Royaliste»- pouvant contenir 52 numéros du journal (deux ans).

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

commande reliures pour «Royaliste» au prix de 50 F + port 15 F = 65 F pièce (Règlement à l'ordre de «Royaliste»).

Agenda

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Pas de réunion pendant la période des fêtes - Reprise le 7 Janvier.

Mercredi 7 Janvier. - La période de la Régence (1715-1722) est souvent décriée et critiquée. Mais quelle était véritablement la personnalité du régent, Philippe d'Orléans, neveu de Louis XIV ? **Jean-Christian PETITFILS** qui a récemment publié une importante biographie du «Régent» viendra nous présenter ce personnage à la fois attachant et complexe.

ATTENTION - Seules les personnes nous en ayant manifesté le désir recevront régulièrement le programme des mercredis. Si vous désirez être tenu au courant des réunions faites le nous savoir.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à : «Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Vœux

Perspectives pour 1987

L'année 1986 s'achève, que nous réserve 1987 ? A cette question il n'est pas de réponse certaine, mais il est tout de même possible d'analyser l'air du temps et, pour nous, de prendre de bonnes résolutions ...

En cette période de fin d'année il est de tradition d'échanger des vœux. C'est, bien sûr, à la Famille de France et à son chef Mgr le comte de Paris que nous présentons en premier lieu les nôtres. C'est ensuite à nos lecteurs et à leur famille. Sans eux, sans vous, sans votre aide, sans le soutien et la générosité dont vous faites preuve sans vous lasser, «Royaliste» ne serait rien et aurait cessé d'exister depuis belle lurette.

Nos vœux iront aussi à notre mouvement, à la N.A.R. qui poursuit maintenant depuis plus de quinze ans sa tâche de rénovation du royalisme. Avec des succès, avec des échecs aussi, nous sommes parvenus à réinsérer les royalistes dans la politique française. Aujourd'hui notre courant de pensée est reconnu, et tout ce qui compte dans la vie politique et intellectuelle de notre pays connaît notre existence et suit, parfois avec une sympathie agissante, toujours avec intérêt, nos analyses et nos prises de position. Nous nous en félicitons mais sommes bien conscients que ceci n'est qu'une première étape -indispensable il est vrai- avant de pouvoir atteindre le but que nous nous sommes fixé.

L'année qui commence est particulièrement importante à plus d'un titre. Année du millénaire capétien, elle sera marquée par un certain nombre de manifestations qui pourront toucher le grand public et populariser des thèmes qui nous sont chers. La «mode» royaliste -malgré ses ambiguïtés- est aussi une occasion de mieux nous faire entendre auprès d'une masse de gens jusque là

imperméables à notre discours. La cohabitation enfin en «simulant» la monarchie nous permet de mieux faire ressortir ce qui manque à nos institutions actuelles pour les mener à leur aboutissement -voulu par le général de Gaulle- dans une monarchie moderne.

Le début de cette année importante sera marquée par la publication, dans la troisième semaine de janvier, du nouveau livre du Prince : «L'avenir dure longtemps». D'ores et déjà l'on peut assurer que ce livre aura un grand retentissement. Il sera pour nous, mais aussi pour de très nombreux Français, un ouvrage de référence qui fera date.

Il faut que nous sachions profiter de cet ensemble de circonstances exceptionnelles. Nous devons donc faire un effort particulièrement important cette année à la fois pour accroître l'audience de notre journal, mais aussi pour renforcer notre mouvement encore bien faible et mal implanté. Pour cela, sur le plan pratique, nous lancerons deux campagnes successives. La première qui commencera en même temps que la parution du livre du Prince portera sur l'audience de «Royaliste». Nous demanderons à tous nos lecteurs de s'y associer -sans vous rien ne sera possible- pour que votre journal parvienne à augmenter d'une manière notable son nombre de lecteurs.

1987 s'annonce sous un jour favorable. A nous de savoir en profiter !

Yvan AUMONT

Dévoilement



La révolte de début décembre a été une épreuve au double sens du terme: une souffrance et une manière de vérifier la qualité des hommes du gouvernement. Souffrance: celle des étudiants, des lycéens et de la grande majorité du pays à l'annonce de la mort de Malik Oussekiné, d'autant plus vivement ressentie que les manifestations se déroulaient sous le signe de la non-violence, dans la volonté très consciente de ne pas répéter les affrontements de mai 1968. Vérification: c'est bien la vérité des hommes du gouvernement qui s'est tout à coup dévoilée, face à la vérité d'une société que les vainqueurs de mars 1986 ignorent et méconnaissent encore gravement.

TIGRES DE PAPIER

Beaucoup a déjà été dit sur la nature de cette crise, qui révèle à travers le mouvement d'une génération les paradoxes et les impasses de la société moderne. Je l'ai évoquée dans notre précédent numéro et nous y reviendrons dès que la distance par rapport à l'événement nous paraîtra suffisante. Tentons, pour le moment, d'observer quelques uns des faits politiques que la crise a révélés.

Le premier est que nous n'avons pas de Premier ministre mais seulement, depuis mars 1986, une apparence. Jacques Chirac n'est qu'un candidat à la Présidence de la République, qui n'a cessé de se comporter comme tel, au moins depuis 1981. L'ambition est compréhensible. Elle présente de sérieux inconvénients dès qu'il y a confusion des rôles. Par tempérament, le chef du RPR est un homme pressé, qui confond l'action et la fébrilité. Sa force est toute de séduction, et il croit pouvoir entraîner par son allure et vaincre par son allant. Mais il ne sait manifestement pas prendre le temps de la réflexion. La première erreur de Jacques Chirac a été de penser qu'il pourrait s'emparer sans coup férir du domaine présidentiel; aussi passe-t-il son temps à « marquer » François

Mitterrand - encore une fois à Londres au plus profond de la crise - mais sans parvenir à prendre l'avantage, ni en politique étrangère, ni en politique intérieure, faute de savoir, de compétence vraie, de distance par rapport à ce qu'il fait. D'où une deuxième erreur, qui fut de croire que le pays assisterait à la partie comme les spectateurs d'une compétition sportive, et interviendrait seulement par ses acclamations et ses huées.

Pas de dialogue, pas de relation vraie avec le pays, mais seulement des coups de bluff, une politique de clientèle. La France n'est pas gouvernée, mais électoralement manœuvrée. Jacques Chirac a estimé que cela suffirait jusqu'en 1988. Malheureusement pour lui, les étudiants et les lycéens sont descendus sur le terrain, bouleversant le jeu. Premier ministre d'apparence, notre homme n'est plus, désormais, le candidat de droite le mieux placé...

Le second fait, conséquence du premier, est que nous n'avons plus de gouvernement, mais une pâle équipe défaite, discréditée, divisée, et obligée d'arrêter son train de réformes. Comme la gauche au temps de Valence, cette équipe paie sa naïveté idéologique, sa suffisance, son incompétence et, à la différence de sa rivale, la brutalité de sa politique. En peu de jours, tout ce qui était inscrit en filigrane depuis mars est apparu sous son jour le plus cru. Charles Pasqua est devenu le ministre de l'insécurité et de la répression meurtrière, et le fait qu'il n'ait pas démissionné après la mort de Malik Oussekiné porte atteinte à son honneur et pèsera lourd dans les deux prochaines années. Et René Monory ne peut plus se targuer de son « réalisme », lui qui n'a su apprécier ni l'ampleur, ni la portée de la révolte universitaire. Disparue aussi, la solidarité gouvernementale puisqu'au plus fort de la crise la « bande à Léotard » ne songeait qu'à régler des comptes avec le RPR.

Voici cette équipe navrante, où se distingue le seul Philippe Seguin, qui lui est depuis le début quelque peu étranger, désavouée dans sa pratique et son idéologie, privée de perspec-

tives, prise en tenaille entre l'extrême-droite et les barristes, obligée de se réfugier dans la gestion quotidienne mais sachant celle-ci menacée par sa capitulation de décembre. Les tigres de papier attirent les grévistes et autres contestataires.

L'APPEL

Par-delà les déconvenues gouvernementales, c'est toute une conception de l'action politique qui se trouve aujourd'hui remise en question. Depuis une quinzaine d'années, celle-ci avait de plus en plus tendance à se confondre avec une opération publicitaire. On faisait des études de marché, on travaillait son image, on raisonnait par petites phrases, on réduisait les idées à l'état de simples instruments, dans le mépris grandissant de la rigueur des analyses et de la cohérence des projets. La crise de décembre a révélé le danger de ce vide dans la réflexion politique: pas de gouvernement possible, pas de lois acceptées sans compréhension des données, sans un dialogue constant entre le pouvoir et la population.

Dans sa victoire, par ses conséquences, la révolte étudiante paraît seulement négative. Elle a fait échec à un projet de loi, mais le problème de l'enseignement reste en l'état. Elle a révélé l'inconsistance du Premier ministre et de son gouvernement, mais elle ne proposait pas d'autre projet politique. Mais comme toute révolte, celle-ci est un appel - la justice, à la démocratie, à l'égale dignité des hommes car le mouvement de décembre a montré que, dans la jeunesse, le « problème de l'immigration » ne se posait pas. La classe politique ne saurait répondre à cet appel par le repli tactique, ou par des tentatives de récupération d'un mouvement qui s'est spontanément refusé à entrer dans son jeu.

Bertrand RENOUVIN